

# Expulsons Woerth et Sarkozy : « Parce qu'ils le valent bien ! »

jeudi 8 juillet 2010, par [BESANCENOT Olivier](#), [COUSTAL François](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juillet 2010).

## Sommaire

- [DEHORS](#)
- [Woerth démission !](#)

Les rebondissements de ce qu'il faut bien appeler une affaire d'Etat illustrent une fois encore les liens troubles entretenus par les plus hauts responsables de l'Etat avec la haute bourgeoisie, rappelant qu'il n'y a qu'une seule classe dirigeante qu'elle soit politique ou économique. Liliane Bettencourt a réalisé une coquette économie de 30 millions d'euros grâce au bouclier fiscal, géré par une administration des finances dirigée par Eric Woerth. Des policiers de la brigade de répression de la délinquance sur la personne (BRDP) ont retrouvé la trace d'un retrait en espèces de 50 000 euros confirmant les propos tenus par l'ex-comptable de Liliane Bettencourt, Claire Thibout, au site Mediapart.

La justice a ouvert une enquête. Mis en cause de façon de plus en plus nette, Woerth et Sarkozy s'affichent arrogants et « droits dans leur botte » en même temps qu'ils s'assurent mutuellement d'un soutien sans faille. Nous verrons bien comment cette affaire va tourner, mais en attendant, il reste l'image d'un pouvoir politique qui, en même temps qu'il demande à la majorité de la population de se serrer la ceinture, entretient des liens consanguins avec les milliardaires responsables de la crise. C'est bien cela qui est devenu totalement indécent et insupportable. Ça suffit. Eric Woerth doit partir et son départ doit donc aussi sonner le glas de sa contre réforme des retraites

Il a déclaré hier que son « *devoir c'est de tenir et c'est aussi d'être digne de (sa) majorité* ». Il a bien raison, parce que c'est toute sa majorité qui est concernée, qu'ils s'en aillent tous et leur politique avec ! « *Parce qu'ils le valent bien !* »

## Déclaration d'Olivier Besancenot,

Le 7 juillet, 15h.

---

## DEHORS

!

***Ainsi Alain Joyandet et Christian Blanc étaient les maillons faibles...***

***Ils viennent donc de démissionner. Ou d'être démissionnés. Peu importe ! Le but de la***

## ***manœuvre est clair : lâcher du lest pour tenter de sauver Éric Woerth.***

Sans se laisser gagner par le cynisme ambiant, il faut bien reconnaître qu'avec son permis de construire illégal pour l'un et ses cigares pour l'autre, Joyandet et Blanc feraient presque figures de « petits joueurs » à côté de certains de leurs collègues. Tellement ce gouvernement pue les privilèges et le fric, voire la corruption.

Certes, de tout temps, la grande bourgeoisie a su intégrer dans ses rangs et ses réseaux certains représentants de la classe politique. Il s'agit, pour l'essentiel, de politiciens de droite. Mais, pas exclusivement. Ainsi, pour ne prendre que les deux principaux candidats socialistes (virtuels) à l'élection présidentielle, tant Martine Aubry que Dominique Strauss-Kahn ont su cultiver des liens étroits avec le grand patronat. Grâce à la Fondation Agir contre l'exclusion pour la première et au Cercle de l'industrie pour le second. Mais avec Sarkozy, on change d'échelle ! Au point que cela en devient politiquement gênant : chaque jour apporte son lot de révélations sordides sur les liens d'argent et de connivence que la bande au pouvoir entretient avec le monde des (très) grandes fortunes et des directions des (très) grandes entreprises. À tel point que, désormais, tous les moyens sont bons pour circonscrire l'incendie.

Ainsi, l'on n'a pas hésité à faire appel aux « grandes consciences morales ». Dans une tribune publiée par le *Monde*, Simone Veil et Michel Rocard viennent au secours de la classe politique et se lamentent : « *Mesure-t-on bien les effets dévastateurs du spectacle affligeant qui se donne jour après jour devant l'opinion autour de 'l'affaire Bettencourt' ?* » Alors, il faut le redire : ce qui alimente le « populisme », le « rejet de la politique » - voire le vote FN - ce n'est pas la dénonciation des scandales... mais les scandales eux-mêmes !

Et le scandale, c'est Éric Woerth, ex-ministre du Budget et trésorier de l'UMP, qui organise en Suisse des soirées de collecte de fonds auprès de contribuables particulièrement fortunés, adeptes de la fraude fiscale... contre laquelle le même Woerth fait mine, ensuite, de mener bataille. Le scandale, c'est l'embauche, par Liliane Bettencourt, de Florence Woerth (13 000 euros mensuels, plus une prime de fin d'année de 50 000 euros) quand son mari est à la tête d'une administration qui, bouclier fiscal oblige, verse à l'employeur de sa femme un chèque de « remboursement » de 30 millions d'euros. Le scandale, c'est que la « troisième fortune de France » peut frauder le fisc sans risques puisque, contrairement aux affirmations d'Éric Woerth et de ses supporters, elle n'a fait l'objet d'aucun contrôle fiscal depuis 1995 ! Le scandale, c'est - si l'on comprend bien... - que le couple Bettencourt était fort généreux, distribuant des enveloppes à de nombreux politiciens (de droite). Il se dit même que Balladur et Sarkozy figuraient parmi les bénéficiaires attitrés... Mais il est vrai qu'à voir le zèle du pouvoir politique à protéger leur fortune, il s'agit moins de générosité que de fructueux placements... Et le scandale des scandales est que tout ce joli monde nous vante les vertus de la rigueur et des sacrifices !

Pour Sarkozy et ses communicants, la cause est entendue : si Éric Woerth est au centre de la tourmente, c'est parce qu'il « *porte la réforme des retraites* ». Ainsi, donc, l'affaire « Bettencourt-Woerth » ne serait qu'un complot politico-médiatique destiné à entraver les courageuses réformes du gouvernement ! C'est là, bien sûr, un artifice, un rideau de fumée destiné à masquer ce qui peut encore l'être. Mais il y a bien un rapport. Qu'il défende avec acharnement les intérêts privés d'une contribuable très fortunée ou bien que, via la « réforme des retraites », il cherche à faire payer la crise aux couches populaires, le job et la vocation d'Éric Woerth sont bien toujours les mêmes : défendre les intérêts de la grande bourgeoisie capitaliste. Alors, oui : amplement justifiée du simple point de vue éthique, la démission d'Éric Woerth serait aussi un formidable encouragement aux mobilisations en défense des retraites.

Et un, et deux... et trois ministres...

Woerth démission !

**François Coustal**

*\* Paru dans Hebdo TEAN 63 (08/07/10).*

---

## **Woerth démission !**

Ce qu'on est bien obligés d'appeler « l'affaire Woerth-Bettencourt » est en passe de devenir une véritable affaire d'Etat impliquant l'ensemble du pouvoir et le parti à sa tête, l'UMP.

Quotidiennement c'est une nouvelle révélation qui révèle les liens étroits entre pouvoir politique et pouvoir économique, et jusqu'où ces complicités peuvent mener. L'actuel ministre du travail, Eric Woerth, était déjà trésorier de l'UMP et, à ce titre approchait, les grandes fortunes soutiens de la droite. Sa fonction de Ministre du Budget aurait dû l'amener à effectuer plutôt des contrôles fiscaux !

M<sup>me</sup> Bettencourt, une des plus grosse fortune de France, peut lui dire merci : elle vient de toucher un chèque de 30 millions d'euros de l'État au titre du bouclier fiscal. Ce qui semble incontestable, ce sont les placements et les biens non déclarés au fisc de cette dernière, à savoir une île aux Seychelles, une fondation au Liechtenstein, des comptes en Suisse, puis à Singapour.

Et l'UMP peut à son tour remercier la généreuse donatrice, qui a signé des chèques en mars 2010 en faveur de Valérie Pécresse, candidate UMP aux régionales en Ile de France.

### **Usage Malhonnête Personnel, la nouvelle devise de l'Etat UMP.**

L'affaire Woerth / Bettencourt, aux nombreux rebondissements, fait suite à une longue série de scandales qui éclaboussent toute la droite jusqu'aux hautes sphères de l'exécutif : entre la mission bidon de Christine Boutin, les logements de fonction qui servent à la famille pour Fadela Amara et Christian Estrosi, la condamnation de Brice Hortefeux pour ses propos racistes et l'affaire Karachi (financement occulte de la campagne Balladur en 1995) qui compromet jusqu'au cou Nicolas Sarkozy lui-même, une odeur fétide de corruption se dégage du côté du pouvoir en place. Les démissions récentes d'Alain Joyandet et de Christian Blanc - respectivement secrétaire d'Etat à la Coopération et au Grand Paris - le premier mis en cause pour un permis de construire illégal, et le second pour 12.000 euros de cigares, sentent le fusible à plein nez : il s'agit de protéger Eric Woerth, dont une démission aujourd'hui mettrait à mal le gouvernement en pleine réforme des retraites !

### **Des sacrifices pour la population ! Des privilèges pour les nantis et les ministres ?**

Le comble de l'hypocrisie revient au président lui-même qui veut assainir les pratiques de ses ministres. D'après lui, finis les privilèges : l'Etat et les ministres vont réduire leur train de vie. Sarkozy pense s'en sortir avec ce genre de déclarations pour donner le change à une population outrée devant tant d'affaires et de scandales.

Ce pouvoir, qui se permet dans le même temps d'exiger des sacrifices et impose des mesures antisociales contre les classes populaires, le monde du travail et la jeunesse, est tout simplement

illégitime.

Tout d'abord, c'est aussi la démission de Woerth qu'il faut exiger aujourd'hui. Et quant à la fin des privilèges, on veut bien s'en occuper : en développant les résistances, les mobilisations, en particulier contre la « réforme » Woerth Sarkozy sur les retraites pour exiger son retrait, en travaillant activement, dès la rentrée, à la grève du 7 septembre et à la grève générale nécessaire pour infliger une défaite à Sarkozy et son gouvernement Fillon.

**NPA**

---

## **ET UN, ET DEUX, ET TROIS MINISTRES : WOERTH, DÉMISSION !**

Ce que l'on est bien obligé d'appeler « l'affaire Woerth-Bettencourt » est en passe de devenir une véritable affaire d'Etat impliquant l'ensemble du pouvoir et le parti à sa tête, l'UMP.

Cette affaire aux nombreux rebondissements fait suite à une longue série de scandales qui éclaboussent toute la droite jusqu'aux hautes sphères de l'exécutif : une odeur fétide de corruption et d'abus de biens sociaux se dégage du côté du pouvoir en place.

Les démissions toutes récentes d'Alain Joyandet et de Christian Blanc - respectivement secrétaire d'Etat à la Coopération et au Grand Paris - le premier mis en cause pour un permis de construire illégal, et le second pour 12 000 euros de cigares, sentent le fusible à plein nez. C'est ni plus ni moins qu'une diversion pour protéger Eric Woerth dont une démission aujourd'hui mettrait à mal le gouvernement en pleine réforme des retraites !

Une fois de plus, le NPA dénonce les liens entre les dirigeants politiques et le pouvoir économique. Le NPA exige la démission de Woerth.

Il n'est plus que temps d'infliger une défaite à ce gouvernement illégitime et de préparer activement la grève du 7 septembre pour le retrait de la contre réforme Sarkozy-Woerth sur les retraites.

Montreuil, le 5 juillet 2010

---